

Le 29/12/2019, à Cayenne

EN GUYANE, LES ACTES LGBTphobes DANS LA RUE EXPLOSENT.

Depuis plusieurs mois, les jeunes LGBT+ de Guyane font face à une recrudescence très inquiétante des actes homophobes et transphobes dans les lieux publics, notamment sur l'île de Cayenne.

En cause : une visibilité accrue de la population LGBT+ qui réveille le rejet et un manque de sensibilisation globale de la population française et étrangère présente sur le territoire.

Le Refuge souhaite alerter les autorités sur cette situation et sensibiliser l'ensemble de la population afin que les personnes LGBT+ cessent d'être contraintes de vivre cachées et/ou dans la peur.

Pouvoir se sentir en sécurité sur le territoire et être réellement protégé par des lois antidiscriminatoires appliquées : une urgence vitale.

Actes LGBTphobes / LGBTphobies en Guyane.

L'année 2019 sera marquée en Guyane par l'explosion des agressions LGBTphobes et des dépôts de plaintes concernant ces affaires.

Depuis le mois de septembre, Le Refuge enregistre près d'une dizaine de plaintes venant des jeunes pris en charge par la structure.

Le nombre total de plaintes déposées est difficile à obtenir sur l'ensemble du territoire du fait de l'absence de réponse de la part du Procureur de la République quand à nos sollicitations pour obtenir une quantification.

En 2016, une seule plainte en Guyane était déposée pour motif de violences en raison de l'orientation sexuelle.

Trop de citoyens de Guyane n'ont pas conscience de la gravité des LGBTphobies alors que cette discrimination renvoi aux heures les plus sombres de la Guyane sur la thématique des discriminations.

Le rejet familial est très marqué sur notre territoire alors que le lien de la famille est un élément central dans notre société.

A cela se rajoute les personnes qui arrivent également de pays où l'homosexualité est passible de la prison à perpétuité, comme au Guyana, ou comme en Haïti où la population discrimine violemment les personnes LGBT+.

L'absence de communication et de réelle intégration font que ces personnes n'ont généralement pas connaissance des lois françaises ni des politiques humaines et non-discriminantes de leur nouveau pays de résidence.



Encore aujourd'hui, la plupart des personnes LGBT+ de Guyane n'ont qu'un objectif : quitter la région pour espérer un quotidien plus sécurisant et sans discriminations.

Une grande partie de nos jeunes arrivent de l'étranger, de pays qui discriminent voire tuent les personnes LGBT+ en toute impunité. Ces Jeunes pensent arriver dans un pays des Droits de l'Homme, obtiennent une protection de l'Etat mais se rendent compte que l'Etat peine à appliquer sa protection et à garantir le droit de ses citoyens :

« Tous les jours, lorsque je vais en cours, les gens me montrent du doigt quand je passe et me traitent de Makoumé »

« C'est comme si j'étais en Haïti tous les matins en sortant dans la rue pour subir les insultes et le mépris des gens »

Témoignages de deux jeunes hébergés par Le Refuge

Difficultés du territoire / données et analyse.

Tantôt cachée, tantôt familiale et parfois publique ; l'homophobie et de la transphobie sont souvent occultées du fait que l'homosexualité et la transidentité restent le plus souvent tabous.

En France, les personnes LGBT+ se suicident en moyenne 4 fois plus que les autres personnes du fait des discriminations quotidiennes qu'elles subissent.

En Guyane, il faut rajouter une multitude de facteurs qui créaient le rejet et empêchent une vie normale pour ces personnes :

- L'isolement, qui empêche d'avoir accès aux informations ou à l'écoute.
 - Les pressions familiales et culturelles qui sont particulièrement marquées et diverses mais aussi le poids de la religion, parfois violent.
 - La précarité des jeunes et la rupture des relations familiales en cas de « Coming-out » influent sur leur impossibilité à subvenir à leurs besoins primaires (se loger, se nourrir) et à se projeter dans un avenir serein.
 - Le manque de sensibilisation : certains établissements scolaires refusent encore d'aborder le sujet alors que le ministère de l'Éducation en a fait une priorité.
 - Quasiment aucune communication de l'Etat sur ce sujet n'arrive sur le territoire. Aucune autre structure que Le Refuge n'est présente pour sensibiliser et dialoguer avec la population.
- De plus, nous avons déjà constaté plusieurs accueils discriminants dans les



administrations publiques qui ont, parfois, débouchées sur des sensibilisations du personnel après signalement.

- Beaucoup de victimes n'osent pas déposer une plainte en raison de la peur des représailles, des croyances culturelles (comme le Vadou) ou de la peur de devoir parler de son orientation sexuelle et/ou sentimentale.
- Les plaintes pour agressions LGBTphobes semblent ne pas être prises au sérieux par les autorités que ne débouchent que trop rarement sur des enquêtes, interpellations ou rappels à la loi.
- L'idée que l'homophobie et la transphobie sont de simples « opinions » alors qu'elles sont répréhensibles par la loi au même titre que le racisme.
- L'homophobie intériorisée due au contexte du territoire (*cf. Guide des Bonnes Pratiques*).

La majeure partie de ce public souffre, comme l'a prouvé l'étude « Kap Gay » réalisée par le Centre Hospitalier de Cayenne, basée sur près de 600 répondants âgés de 12 à 20 ans :

- Pas moins de 43% des jeunes ont peur du regard des autres s'ils ont une amitié avec une personne homosexuelle alors que près de 30% se définissent comme LGBT ou en questionnement.
- 70% des jeunes non-hétérosexuels n'ont jamais parlé de leur orientation sexuelle et/ou sentimentale à qui que ce soit.
- Près de 60% des jeunes non-hétérosexuels ont peur d'être discriminé et près de 40% d'entre eux rapportent avoir déjà subi des agressions homophobes.
- Enfin, **87% des jeunes** non-hétérosexuels pensent que la peur du rejet et/ou de la discrimination pour cette raison influe négativement sur leur santé mentale.

Être une personne LGBT+ en Guyane est une épreuve quotidienne et nous fermons les yeux sur cela !

Des actions fortes doivent être mises en place

A ce jour, aucune action concrète n'a été mise à place en Guyane pour aborder ces problématiques. Les autorités et les élus locaux se montrent totalement absents de la scène publique en matière de lutte contre les discriminations et afin de favoriser l'inclusion sociale.

Pourtant, et malgré toutes ces difficultés, un changement est possible si la volonté publique et des moyens décents sont mis à disposition.

De par sa diversité et son ouverture d'esprit, la Guyane a la capacité de devenir un modèle inclusif et tolérant, tant au niveau national qu'international.



Mais pour cela, nous devons voir les acteurs politiques et sociaux mettre bien plus de bonne volonté dans la lutte contre les LGBTphobies.

Des propositions concrètes (dont certaines sont déjà pointées par le rapport sur les LGBTphobies en Outre-mer) peuvent être mises en application :

- **Une communication adaptée des pouvoirs public** à destination des populations (spots, affiches, etc.) et des fonctionnaires de l'Etat (sensibilisations, formations, etc.).
Être informé des lois et politiques, connaître le sujet, avoir des outils pour répondre aux questions et aux victimes potentielles.
- **L'application des lois** en matière de lutte contre ces discriminations.
Trop peu d'agressions LGBTphobes sont prises en compte avec fermeté par les autorités. La plupart des affaires ne débouchent sur aucune action et les victimes se sentent impuissantes.
La Police Nationale à Cayenne a mis en place un référent sur la thématique LGBT au commissariat mais quid des autres commissariats/gendarmeries, de la PAF et, surtout, des suites apportées par la justice ?
- **Les sensibilisations en milieu scolaire** pour sensibiliser les générations futures.
Favoriser les interventions en milieu scolaire et les projets des élèves en matière de lutte contre les LGBTphobies. Veiller à la collaboration des établissements scolaires (Collèges et Lycées).
- **Favoriser la mise en place d'initiatives** sur l'ensemble du territoire.
L'Etat finance de moins en moins les associations des secteurs de la solidarité et de l'inclusion. Les collectivités locales se montrent coopérantes en privé mais ne soutiennent financièrement et/ou humainement aucune action. Pourtant, les moyens nécessaires sont facilement envisageables.
*Les rares réponses sincères se résument trop souvent à des phrases du type :
« C'est un sujet important mais l'électorat est trop sensible à ce sujet ».*

Le Refuge Guyane est présent pour lutter contre le rejet, contre les discriminations et pour favoriser l'inclusion sociale de toutes les personnes du territoire, peu importe leurs différences. Mais ce travail ne se fera pas sans soutien et sans volonté des autres acteurs du territoire.

En effet, l'association a des moyens limités et fonctionnent essentiellement grâce aux dons et des bénévoles, il est donc primordial que ces thématiques soient traitées avec force par l'ensemble des décideurs présents sur le territoire.

Steven KUZAN

Délégué territorial Guyane

Coordinateur Outre-mer

Administrateur National

